

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 03/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS

ZI La Gloriette
B.P. 115
38160 Chatte

Références : 2023-Is028T4
Code AIOT : 0006102863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'établissement BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS implanté ZI La Gloriette BP 115 38160 Chatte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection de la DREAL diligentée en 2023 avait pour but de vérifier le respect des prescriptions relevées non conformes lors de l'inspection de 2011, à la suite de laquelle le préfet a pris les arrêtés de mise en demeure n°2011222-0026 du 10 août 2011 puis de consignation n°2012124-0021 du 3 mai 2012 pour une somme de 100 000 €. Les non conformités concernaient notamment la rétention des eaux d'extinction d'incendie et la protection des puits d'infiltration.

L'inspection portait également sur la gestion du risque ATEX, le site de Chatte ayant accueilli une partie de l'appareil de production du site de Saint-Marcellin, dont du matériel non certifié ATEX, dont la cessation a été clôturée en 2022. Ces aménagements présentés par un dossier transmis le 1er juillet 2015 constituent une modification notable des conditions d'exploitation au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Suite à une visite de l'inspection le 30 novembre 2017, un addendum a été transmis par l'exploitant le 13 mars 2018. A l'issue de la visite d'inspection du 28 septembre 2021, il avait été convenu avec l'exploitant qu'une version à jour du dossier serait transmise à l'inspection pour instruction. L'inspection de 2023 a été l'occasion de réitérer cette demande. Il est rappelé à l'exploitant qu'actuellement les actes administratifs n'encadrent pas l'exploitation de la chaîne UNI4 qui est pourtant en fonctionnement, et qu'une régularisation de la situation administrative est nécessaire dans les meilleurs délais.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS
- ZI La Gloriette BP 115 38160 Chatte
- Code AIOT : 0006102863
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS, intégrée au groupe PLASTIVALOIRE, exploite sur son site de Chatte des installations dédiées au moulage de pièces plastiques et à l'application de peinture.

Les conditions de l'autorisation d'exploiter sont définies par les actes administratifs suivants :

- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) de mise à jour de classement n° 2014317-0049 du 13 novembre 2014,
- l'APC n° 2009-00637 du 26 janvier 2009 (mise en place d'un schéma de maîtrise des COV),
- l'APC n° 2006-09392 du 27 octobre 2006 (risque ATEX, débit et volume de rétention des eaux d'extinction, bilan de fonctionnement,...),
- l'arrêté n°2006 du 14 mars 2006 (déclaration accompagnée d'une analyse de risque pour toute modification de la chaîne de peinture UN11),
- l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n°2002-12823 du 9 décembre 2002.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions visées dans la mise en demeure de 2011,
- gestion du risque ATEX.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Risque ATEX	AP n° 2002-12823 du 9/12/2002 article 2.6.1.2, modifié par l'article 5 de l'AP Complémentaire du 27/10/2006	/	Mise en demeure, respect de prescription	01/09/24

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Conformité constatée en 2023
1	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 09/12/2002, article 2.4.3	Mise en demeure de 2011	oui
2	Eaux industrielles résiduelles	Arrêté Préfectoral du 09/12/2002, article 2.4.4.3	Mise en demeure de 2011	oui
3	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.3	Mise en demeure de 2011	oui
4	Stockage	Arrêté Préfectoral du 09/12/2002, article 2.4.8.2	Mise en demeure de 2011	oui

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Conformité constatée en 2023
5	Conséquences des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.4	Mise en demeure de 2011	oui
7	Gestion des COV	AP Complémentaire du 26/01/2009, article 3	/	oui

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions pointées dans l'arrêté de mise en demeure de 2011 ont été constatées conformes lors de la visite de la DREAL du 16 février 2023. Le présent rapport comporte en annexe un projet d'arrêté de déconsignation pour une somme de 100 000€ prélevée le 18/03/2012 par la DRFIP. Il est attendu que cet argent soit intégralement utilisé pour le remplacement du matériel non certifié ATEX présent sur la ligne de peinture (cf constat n°6). Un projet d'arrêté mettant l'exploitant en demeure sur ce point est également joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2002, article 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, rejets liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.
Constats : Le plan des réseaux de collecte ayant été constaté manquant lors de l'inspection de 2011, cette prescription a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 2011. Le plan des réseaux a été constaté à jour lors de l'inspection du 16 février 2023, la prescription est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eaux industrielles résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2002, article 2.4.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, rejets liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'y aura pas de rejet d'eaux industrielles résiduaires sur le site. Les eaux de lavage des cabines de peinture seront recyclées.
Constats : En 2011, l'inspection a constaté le rejet des eaux de lavage du bâtiment (abritant des fours utilisés pour décaper les outils recouverts de peinture) dans les puits perdus. Le rapport de l'inspection de 2021 indiquait : "L'inspection a constaté le respect des articles 2.4.4.3 de l'AP de 2002 et 2.3 de l'AP de 2006, relevés comme non conformes en 2011 et ayant également l'objet de la mise en demeure qui a suivi, relatifs au rejet des eaux de lavage du nouveau bâtiment au nettoyeur haute-pression dans les eaux souterraines. Le local a fait l'objet en 2012 d'aménagements permettant le recyclage des eaux qui sont pompées, filtrées puis réutilisées. Ce dispositif est toujours en place." Lors de l'inspection du 16 février 2023, la DREAL a contrôlé que le dispositif était toujours en place. La prescription est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, rejets liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. En particulier pour ce qui concerne les eaux de lavage issues du nouveau bâtiment.
Constats : Cette prescription avait fait l'objet de la mise en demeure de 2011, concernant le rejet des eaux de lavage dans les puits perdus. Comme indiqué au constat précédent, ce point a été vu conforme lors de l'inspection de 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2002, article 2.4.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Préservation des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.</p>
<p>Constats : L'inspection de 2011 avait mis en évidence que certaines rétentions étaient remplies de liquides, diminuant ainsi leur volume disponible. La prescription susvisée avait fait l'objet de la mise en demeure de 2011.</p> <p>Lors de l'inspection de 2023, les rétentions contrôlées par sondage ont été vues conformes, à l'exception de la rétention relative au diluant DR03 dans la zone de stockage des solvants usagées. D'après l'exploitant, les 5 à 10 cm de liquide présents sont de l'eau de pluie, il a été constaté lors de l'inspection qu'un jour dans la toiture du local laisse passer l'eau de pluie. Par courriel du 27 février 2023, l'exploitant a transmis des photos de la rétention vidée et du toit réparé.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait mettre en place une vérification visuelle périodique des rétentions et réparer la fuite dans le toit.</p> <p>La prescription est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conséquences des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution. Toutes dispositions seront prises pour que soient recueillies l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou un incendie, y compris les eaux d'extinction. Les eaux ainsi recueillies ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié dans le respect des valeurs limites fixées au présent arrêté. Il sera nécessaire de prendre en compte l'existence des puits d'infiltration par rapport à ce risque. En tout état de cause, le volume de rétention des eaux d'extinction sera de 686 m³ minimum.</p> <p>Constats : Le rapport de l'inspection de 2021 indiquait :</p> <p>"L'inspection a constaté lors de la visite d'inspection que les non-conformités relatives à l'arrêté de consignation de 2012 n'avaient pas été résorbées. Celles-ci concernent les prescriptions des AP de 2002 et 2006 relatives à la rétention des eaux d'incendie et à la mise en place d'obturateurs sur l'ensemble des puits perdus du site. L'exploitant a indiqué que le groupe PLASTIVALOIRE dont elle fait partie venait de valider le budget de 250 000 € nécessaire à la réalisation des travaux. L'exploitant a transmis un échéancier de réalisation des travaux. Les travaux sont calés sur les périodes de fermeture des vacances de Noël et d'été. L'exploitant prévoit ainsi que les travaux soient achevés début 2023.</p> <p>L'exploitant prévoit d'utiliser les voiries ainsi que le sous-sol de la ligne de peinture UNI4. Une modélisation des hauteurs d'eau suivant ce scénario a été présentée en séance : elles sont supérieures à 20 cm en de nombreux points (quais de déchargement, parking visiteurs...).</p> <p>L'inspection rappelle la nécessité de limiter la hauteur d'eau à 20 cm pour ne pas mettre en danger les secours intervenant sur l'incendie. Une hauteur d'eau supérieure est tolérée dans le cas unique des quais de déchargement, en prévoyant une signalisation qui indiquera le danger. L'exploitant y prévoit la mise en place de barrières anti-chutes. La mise en place d'un dispositif de pompage mobile sur le parking visiteur est une piste étudiée par l'exploitant pour y réduire la hauteur d'eau. Ces solutions doivent être validées par la réalisation d'une modélisation.</p> <p>L'inspection constate que les non-conformités ne sont pas levées, mais que l'exploitant travaille à les résorber. L'attention de l'exploitant est attirée sur les risques induits par cette non-conformité pérenne en cas d'incendie."</p> <p>Il a été constaté le 16 février 2023 la bonne réalisation des travaux. Le principe reste celui présenté lors de l'inspection de 2021 :</p> <p>stockage des eaux dans la fosse du bâtiment UNI 4 (1 491 m³) via une canalisation de collecte aménagée sur le contour du site, surplus dirigée ensuite vers les quais de déchargement 4/5 et pompage par une moto-pompe diesel pour stockage dans une cuve souple de 600 m³, afin de respecter une hauteur d'eau maximale de 20 centimètres sur tout le site. La hauteur d'eau sera plus importante au niveau des quais de déchargement pour lesquels une exception est possible, un affichage pérenne a été mis en place afin d'identifier le risque. L'ensemble des puits perdus a été obturé.</p> <p>Les puits perdus ont été visités par sondage afin de s'assurer de la mise en place des vannes guillotines à manoeuvrer dans le cas d'un incendie afin que les eaux d'extinction soient retenues sur le site. L'exploitant a présenté sa stratégie de maintenance périodique concernant les tuyaux souples à mettre en place pour le pompage des eaux à diriger vers la cuve souple ainsi que pour s'assurer du bon fonctionnement de la moto-pompe. Des exercices réguliers seront joués pour que les équipes s'approprient les gestes et gagnent en temps de réaction. Les formations des équipes commenceront fin mars et un exercice "incendie" est prévu au moins de juin sur le site. La DREAL insiste sur la nécessité de réaliser des exercices réguliers au vu de la logistique importante en cas de mise en rétention du site : vannes sur les puits perdus à manipuler une par une, tuyaux souples et pompe à mettre en place.</p>

La DREAL invite l'exploitant à organiser un exercice incendie en collaboration avec le SDIS.
La prescription est conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP n° 2002-12823 du 9/12/2002 article : 2.6.1.2 modifié par l'article 5 de l'AP Complémentaire du 27/10/2006
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones. Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur. En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosibles, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée. Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité. Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Elles comprennent les zones de type I et II elles que définies par les règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés (arrêté du 9 novembre 1972).</p> <p>Les installations comprises dans les zones de risque d'atmosphère explosible sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.</p> <p>L'étude de mise en conformité par rapport à la problématique ATEX demandée par l'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 concerne également les nouvelles installations.</p> <p>Constats : Le rapport de l'inspection de 2021 indiquait au constat n°3 : "Suite à l'inspection de 2020, le constat suivant a été établi : « A la suite de l'inspection de 2017, le courrier de l'exploitant du 10 janvier 2018 prévoyait un récapitulatif des actions réalisées suite à l'accident mortel de 2006, se basant notamment sur le rapport CHILWORTH réf. 2015/082/LDB et l'étude INERIS n° 76610 INERIS, ainsi qu'un calendrier prévisionnel de remplacement du matériel non certifié, un échelonnement sur trois ans étant à l'étude. L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2020 que du matériel non certifié ATEX avait été remplacé par du matériel certifié (et notamment un manipulateur « monte-et-baisse ») au niveau de la cabine d'application du vernis, mais que deux applicateurs restaient encore à remplacer. Des essais avec des nouveaux bols étant notamment prévus pour 2021. La cabine d'apprêt et celle de peinture n'ont pas fait l'objet de remplacement de matériels. L'exploitant chiffre l'opération globale à environ 100 000 € ainsi qu'un coût important de production, la mise en place d'un nouveau matériel nécessitant essais et réglages pour parvenir à des performances similaires. L'exploitant a déclaré que les remplacements de matériels seraient faits au fur et à mesure des opérations de maintenance sur les prochaines années, sans pouvoir s'engager sur un délai. Il a également indiqué avoir pris l'ensemble des mesures nécessaires à ce que la situation d'atmosphère explosive ne puisse se produire. »</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection du 28 septembre 2021 que 2 bols d'application non certifié ATEX seraient prochainement changés : celui appliquant le vernis le sera en 2022, celui appliquant la base en 2023. Indépendamment de ces deux applicateurs, le matériel non certifié ATEX actuellement en exploitation sur le site de Chatte est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 manipulateurs « monte-et-baisse » ; - 1 pistolet sur la cabine d'application du vernis ; - 2 pistolets sur la cabine d'application de la base."

Il a été constaté le 16 février 2023 que le bol d'application du vernis a été réceptionné en janvier 2023 et sera mis en place lors de l'arrêt estival 2023. Le bol d'application de la base n'a pas encore été commandé, malgré ce qui avait été annoncé lors de l'inspection de 2021.

La non conformité de cette prescription a été constatée lors des inspections précédentes. La raison du retard sur le planning de la remise en conformité avancée par l'exploitant est le budget que représente le remplacement de l'ensemble du matériel non certifié ATEX. La levée de la mise en demeure relative à la gestion du risque incendie sur le site de Chatte datant de 2012 (A VERIFIER) permettra de lever la consignation de la somme de 100 000€ qui sera ainsi rendue à l'exploitant. Cet argent devra être investi pour finaliser le remplacement du matériel non certifié ATEX.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé au préfet sur ce point. L'exploitant indique que les délais de livraison du matériel sont de 6 mois, et que le remplacement nécessite de nombreux réglages pour rendre le matériel opérant. Pour éviter un arrêt de production trop important, ces remplacements pourront être faits sur la période d'arrêt estival de l'année 2024. Le délai proposé pour le respect de la mise en demeure est septembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2009, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des COV tel que défini par l'arrêté du 02/02/1998 modifié. Ce schéma doit aboutir à compter du 01/01/2009 à la limitation des flux rejetés à la valeur de 58 tonnes par an.</p> <p>L'utilisation de substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, est interdite.</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Dans ce plan, l'exploitant inventorie les différents solvants utilisés en précisant pour chacun d'eux la nature chimique et les caractéristiques en terme de nocivité ou de toxicité. Ce plan, comportant en particulier une évaluation des quantités de COV émises à l'atmosphère, est transmis annuellement à la fin du 1^{er} trimestre de l'année n+1 pour l'année n à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Etant donné la sensibilité de la zone d'implantation de l'usine (présence d'un collège à proximité), l'exploitant continuera à faire réaliser par un organisme agréé une analyse bisannuelle de ses rejets en COV sur son installation. Cette analyse sera réalisée sur l'ensemble des rejets de la chaîne automatique UNI, du local de préparation des peintures et la zone de stockage. Compte tenu de l'arrêt programmé au 31/10/2008 du secteur peintures manuel, les émissaires pris en compte seront les points 1 à 6, t4 et 15 définis sur le plan joint en annexe (page 4).</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué procéder à une évaluation annuelle de son émission totale de solvants, en se basant sur les mesures de l'ensemble des extractions. Les émissions canalisées sont donc évaluées. Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur les émissions diffuses qui ne seraient pas captées par les cheminées.</p> <p>Ce calcul sera détaillé dans la version à venir du dossier de porter à connaissance (PAC) de 2015, complété en 2018 et en attente de mise à jour suite à l'inspection de 2021. La valeur limite actuellement fixée à 58 tonnes par an pourra être réévaluée en fonction du bilan des trois années précédentes qui apparaîtront dans le dossier.</p> <p>Concernant la prescription relative au plan de gestion, celui-ci devra être mis à jour dans la version à jour du PAC de 2015.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet